

**Communiqué de la campagne**  
**« NON au racket des cotisations sociales, NON à l'injustice fiscale »**

**APRES L'OCCUPATION DU POLE EMPLOI VICQ D'AZIR**  
**LE 30 MARS, LES TRAVAILLEUR-E-S SANS-PAPIERS ET LEURS**  
**SOUTIENS APPELLENT A UNE NOUVELLE MOBILISATION.**

Mardi 30 mars, 200 sans papiers et militants syndicaux et associatifs, (Droits devant!!, ATMF, ATTAC, SUD TRAVAIL, SOLIDAIRES SUD Emploi, SNUTEFI FSU, Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, CSP 17ème, CSP 93, CTSP Vitry, rue Baudelique...) ont occupé le centre Pôle Emploi (anciennement ASSEDIC - ANPE) de la rue Vicq d'Azir pour dénoncer à nouveau le racket dont sont victimes les travailleurs et les travailleuses sans-papiers.

Le but de cette action était double :

- Dénoncer le fait que ces travailleurs sans papiers qui cotisent ne puissent bénéficier des allocations de chômage lorsqu'ils sont licenciés (par milliers depuis le décret Hortefeux de juillet 2008) et se retrouvent sans aucune ressource après avoir été expulsés du territoire.
- Obtenir une rencontre avec M. CHARPY, Directeur général de Pôle Emploi, ainsi que M. WAUQUIEZ, ministre de tutelle, afin qu'ils s'expliquent sur les ordres donnés à des agents de Pôle emploi de vérifier l'authenticité des identités, et d'exclure ainsi les travailleur-e-s sans-papiers de l'inscription à Pôle Emploi.

**La répression et le mensonge au lieu du dialogue !**

Dans un premier temps, un fax précisant notre demande a été envoyé à la Direction Générale (DG). Deux heures plus tard, après maintes tergiversations, la DG s'engageait à dépêcher sur place le directeur régional et... 30 minutes après, demandait la réquisition des forces de police pour nous expulser et nous embarquer.

Face à un déploiement disproportionné de gardes mobiles, accompagnés des cars de ramassage, les sans-papiers et leurs soutiens décidaient de quitter les lieux et d'appeler immédiatement à une nouvelle action au siège de la Direction Générale de Pôle Emploi.

Cette attitude déplorable et malhonnête de la direction de pôle emploi illustre bien l'incapacité du gouvernement et de ses directeurs d'administrations de regarder la vérité en face.

Aujourd'hui, nul ne peut ignorer la situation intolérable de non droit des travailleurs sans papiers. Pourtant, certains responsables politiques et administratifs s'entêtent à réprimer plutôt que d'écouter et à reculer pour mieux sauter, tant la détermination des sans-papiers est intacte et ne faiblira pas jusqu'à la régularisation de toutes et tous.

Face au mépris et à l'aveuglement, mobilisation :

**MANIFESTATION MARDI 6 AVRIL A 15 H**  
**A LA DIRECTION GENERALE DE POLE EMPLOI**

**1, AVENUE DU DOCTEUR GLEY (métro : Porte des Lilas) PARIS 20<sup>ème</sup>**

Ces nouvelles actions Pôle Emploi prolongent celles menées dans le cadre de la campagne «Non au Racket sur les travailleurs sans-papiers, Non à l'injustice fiscale» envers dix Consulats, à l'URSSAF, à la CNAV, aux IMPOTS, à BERCY, à l'O.I.T.

**Malgré les tentatives d'intimidation, auxquelles il faut ajouter l'intervention policière lors de l'occupation d'un chantier BTP la semaine dernière et depuis ce matin les «nettoyages musclés» des piquets de grève de la rue du Regard et de l'avenue Daumesnil, cette campagne s'inscrira dans la durée jusqu'à la régularisation globale.**

Paris, le 1<sup>er</sup> avril 2010